



Annales historiques de la Révolution française

348 | Avril-Juin 2007
Guerre(s), société(s), mémoire

Science and Polity in France: the End of the Old Regime ; Science and Polity in France: the Revolutionary and Napoleonic Years

Patrice Bret



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/9643>
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007
Pagination : 227-230
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Patrice Bret, « Science and Polity in France: the End of the Old Regime ; Science and Polity in France: the Revolutionary and Napoleonic Years », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 348 | Avril-Juin 2007, mis en ligne le 23 juillet 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/9643>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

Science and Polity in France: the End of the Old Regime ; Science and Polity in France: the Revolutionary and Napoleonic Years

Patrice Bret

RÉFÉRENCE

Charles Coulston Gillispie, *Science and Polity in France : the End of the Old Regime*, rééd., Princeton, Princeton University Press, 2004, XII-601 p., ISBN 0-691-11849-3, 26.95 £ ; id., *Science and Polity in France : the Revolutionary and Napoleonic Years*, Princeton, Princeton University Press, 2004, VIII-751 p., ISBN 0-691-11541-9, 55 £.

- 1 Les historiens de la période – et pas seulement les historiens des sciences – ne peuvent ignorer l'ouvrage de référence *Science and Polity in France at the End of the Old Regime*, paru en 1980. L'éditeur le réédite ici à l'occasion de la parution d'une suite, attendue avec impatience depuis près d'un quart de siècle (voir James McClellan, « En attendant Charles Gillispie... », *AHRF*, n° 320, avril-juin 2000, p. 219-223), et sous un titre très légèrement différent pour mieux souligner l'unicité de l'objet par-delà ses mutations au cours de la période. Disons le tout net, le fait qu'un tel livre n'ait jamais été traduit en français honore peu l'édition française et illustre son manque de courage. La présente réédition américaine n'en est que plus appréciable, bien que la lecture en soit parfois rendue malaisée, même pour un anglophone, par suite de l'emploi d'une langue recherchée aux tournures parfois un peu déconcertantes, du fait d'inversions nombreuses et d'expressions aussi rigoureuses que rares. Le second terme du titre, « Polity », suffit d'ailleurs à donner la mesure de cette préciosité linguistique : la plupart des dictionnaires anglais l'ignorent. À la vérité, il est si désuet et si peu usité qu'il n'a pas été sans susciter quelque appréhension de la part de collègues, amis et parents de l'auteur, qui s'en

explique dans sa préface. Gillispie admet les deux sens fournis par l'*Oxford English Dictionary* : (1) « Civil organization (as a condition); civil order », (2) « Administration of a state, civil government (as a process or course of action) ». Le titre pourrait donc se traduire, à peu de chose près, en remplaçant paradoxalement ce vocable anglais disparu par un anglicisme à la mode : *Science et gouvernance*.

- 2 Avec la publication du second volet de ce diptyque, ce monument constitue en quelque sorte l'œuvre d'une vie consacrée à l'étude de la prééminence scientifique de la France dans les décennies 1770 à 1820, vie ponctuée par d'autres ouvrages de référence, uniformément publiés par Princeton University Press : *Lazare Carnot, Savant* (1971 ; trad. fr., Paris, Vrin, 1979), *The Montgolfier Brothers and the Invention of Aviation* (1983 ; trad. fr., Arles, Actes Sud, 1989), *Pierre-Simon de Laplace, 1749-1827: A Life in Exact Science* (1997). Professeur émérite de l'Université de Princeton, Charles Coulston Gillispie a aussi fondé le programme d'histoire et de philosophie des sciences de cette université en 1960 – année de la publication de son fameux ouvrage *The Edge of Objectivity: An Essay in the History of Scientific Ideas* (rééd. 1990). L'un des pionniers de ce domaine, il est aussi l'éditeur scientifique du *Dictionary of Scientific Biography* (New York, Scribners, 1970-1980, 16 vol.), dont une nouvelle édition revue et augmentée est attendue en fin d'année, et il a obtenu le Prix Balzan d'histoire et de philosophie des sciences en 1997 – qui est à nos disciplines ce que sont le Prix Nobel ou la Médaille Field dans d'autres domaines.
- 3 S'ils forment incontestablement un ensemble d'une même facture classique, celle d'une histoire positiviste solide, guidée par la pratique des sources plutôt que par les grandes théories, les deux volumes laissent transparaître dans leur construction la marque du temps qui les sépare, de même que leur contenu ne peut échapper à la marque du temps qui sépare l'Ancien Régime et le monde que réinvente la Révolution française. Les sept chapitres du premier volume sont organisés autour de trois parties thématiques portant respectivement sur les « Institutions », les « Professions » et les « Applications ». Aucun regroupement en parties, en revanche, n'organise les neuf chapitres du second. La chronologie s'y impose pourtant davantage, du fait de la Révolution : après un chapitre sur la Constituante et trois chapitres thématiques sur l'éducation, les institutions (Muséum d'histoire naturelle et Académie des sciences) et le système métrique, deux traitent de la Convention montagnarde (« Science and the Terror », « Scientists at War »), un de l'institutionnalisation de la science sous la Convention thermidorienne et le Directoire, un autre porte sur Bonaparte et la communauté scientifique (de la première campagne d'Italie à l'Empire), tandis que le dernier est consacré à la formation des disciplines (« Positivist Science »). Comme il se doit, chacun des volumes comporte en sus une abondante bibliographie et un index excellent.
- 4 Bien sûr, il ne peut être question ici de rendre compte d'un ensemble aussi monumental. Y sont examinées, à travers des exemples nombreux et détaillés, aussi bien les pratiques des institutions scientifiques ou les décisions gouvernementales et administratives en matière d'agriculture, d'industrie et d'éducation, que les grandes affaires touchant de près ou de loin la science et ses applications – si le terme peut être utilisé à cette époque – et l'invention, ou encore des itinéraires individuels sous la Révolution. Clairement annoncée dès 1980, la thèse centrale en est que, généralement, la science elle-même n'a pas plus à voir avec le gouvernement que celui-ci avec la science, mais qu'il existe des intersections et que, à la fin des Lumières, époque où domine la science française et s'amorcent les mutations révolutionnaires appelées à modifier l'organisation socio-politique et la gouvernance dans l'Europe entière, ces intersections se configurent pour

donner naissance aux formes contemporaines de l'État et de la science. La même démarche guide alors l'auteur : pour mettre le lecteur en situation de construire son opinion, Gillispie privilégie l'exposition de faits, bien choisis et suffisamment parlants pour faire sens, et il rejette en conclusion la définition des relations entre les hommes de savoir et les hommes au pouvoir. Pour lui, le modèle est antérieur à cette fin du XVIII^e siècle, car il est inhérent à la nature même de la science et de la politique : les politiciens n'attendent guère de la science que des instruments de pouvoir (armes, techniques, information, communication), et les savants ne recherchent pas une politisation, mais un soutien, sous forme de financement et d'institutions, de reconnaissance sociale et de statut professionnel. Le changement crucial qui fait l'originalité de la France de la fin de l'Ancien Régime est la fréquence et la régularité nouvelle de ces relations qui cessent d'être sporadiques pour devenir systématiques.

- 5 « La période contemporaine dans l'histoire de la politique et dans celle des sciences s'ouvre avec le quart de siècle de la Révolution française et sa conséquence napoléonienne » (II, p. 1). Maniant la métaphore tectonique, Charles Gillispie voit dans la Révolution la manifestation de surface d'un brusque mouvement sismique dû aux tensions accumulées par le lent glissement de la « plaque philosophique » porteuse de la structure des valeurs universelles de 1789 sur celle de la structure sociale et juridique. Ce mouvement profond est marqué en parallèle par le passage entre la génération de la science encyclopédique, issue des collèges et de l'Académie royale et avide de classer l'ordre naturel, et celle de la science positiviste, formée dans les institutions professionnelles nées du mouvement de surface révolutionnaire, soucieuse de déterminer les faits et d'agir sur eux.
- 6 Malgré le titre, la période napoléonienne est réduite à la portion congrue (50 pages sur 750, même en incluant une section sur les Idéologues et le 18 Brumaire). Il est vrai que, comme le dit Gillispie, ce ne fut pas Napoléon qui conféra à la science la première place dans la culture française, mais bien les auteurs de la constitution de 1795 ; ce ne fut pas Napoléon qui institutionnalisa la science moderne en France, mais bien la Convention et le Directoire (II, p. 651). Quant aux disciplines modernes naissantes (chimie physique, anatomie comparée, physiologie expérimentale, physique mathématique), elles ne lui doivent rien. Le rôle effectif de son patronage se limita à renforcer le moral des savants et à garantir l'exécution des travaux lancés auparavant, surtout dans les sciences exactes.
- 7 Même sans liens directs, science et politique – alors à leur apogée en France – s'entremêlent et se renforcent réciproquement sans qu'aucune ne soit réductible à l'autre, assure Gillispie (II, p. 6). Sans doute pas, en effet. Pour autant, les intersections sont aussi des interactions et les savants sont des citoyens, partagés, souvent, engagés, mobilisés ou ralliés, suspects ou victimes, parfois. Que la science ne soit pas directement touchée par le politique, cela est souvent vrai. Mais les fruits de la science sont aussi, parfois, les fruits d'événements politiques, comme le transformisme de Lamarck, né de l'abandon de ses travaux en botanique et de sa réorientation disciplinaire, lorsqu'il reçut une chaire de zoologie à la création du Muséum en 1793, ou comme la réorientation durable des travaux de Geoffroy Saint-Hilaire et de Berthollet pendant l'expédition d'Égypte.
- 8 Ce volume sur l'époque révolutionnaire et impériale paraît sans doute trop tard pour faire date, comme l'avait fait, en son temps, le précédent. D'une certaine façon, Charles Gillispie lui-même peut s'en réjouir, car les études se sont développées depuis, dans la lignée même du premier volet de son ouvrage ou à l'occasion du bicentenaire de la

Révolution et de chacune de ses créations scientifiques (Muséum d'histoire naturelle, École polytechnique, Conservatoire des arts et métiers, École normale, Bureau des longitudes, etc.). Différentes parties ont été partiellement explorées ailleurs par lui-même, dans diverses publications collectives, et par quelques autres qui reconnaissent leur dette envers lui (voir Jeff Horn, « Enlightenment Science and the State : the Legacy of Charles Coulston Gillispie », *Perspectives on Science*, vol. 13, n° 1, 2005, p. 112-132), tandis que Nicole et Jean Dhombres ont proposé une imposante synthèse de la période de la Convention à celle de la Restauration (*Naissance d'un nouveau pouvoir : sciences et savants en France, 1793-1824*, Paris, Payot, 1989) pour dépasser celle de Joseph Fayet, qui se limitait aux trois premières assemblées révolutionnaires (*La Révolution française et la Science, 1789-1795*, Paris, Marcel Rivière, 1960). Au-delà de quelques étourderies inévitables dans une telle masse d'informations – par exemple, Louis Costaz est présenté comme commandant les aéroliers à Fleurus et en Égypte (II, p. 629), alors qu'il est parfaitement identifié par ailleurs – il est permis de regretter l'absence de référence aux travaux de Jean-Luc Chappey sur la Société des observateurs de l'homme et sur le déclin du projet encyclopédique dans les sociétés savantes à l'époque consulaire. Mais ces réserves n'ôtent rien à l'importance de ces deux volumes qui forment une indispensable introduction à la complexe configuration des rapports entre science, politique et société, et propose une clé de lecture d'une période cruciale pour les sciences et pour la politique. Ce ne sont pas les savants qui résolvent les problèmes, dit Gillispie, mais les problèmes qui trouvent leurs savants ; en science comme en politique, c'est l'efficacité qui compte et ce que l'on fait importe plus que ce que l'on est. Sans doute en est-il de même en histoire : c'est le propre même d'une œuvre.